

Annexe A à l'arrêté ministériel du 12 février 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 13 décembre 2012 approuvant les plafonds des guides indépendants des Musées royaux d'Art et d'Histoire

Bijlage A bij het ministerieel besluit van 12 februari 2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 13 december 2012 houdende goedkeuring van de retributieplafonds voor zelfstandige gidsen in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis

En semaine	EUR	Week
Visite guidée groupe scolaire (maximum 15 élèves) :		Rondleiding scholen (maximum 15 leerlingen):
collections permanentes	65	vaste collecties
exposition temporaire	65	tijdelijke tentoonstelling
Atelier enfants (maximum 12 enfants, durée : 2 heures)	70	Kinderatelier (maximum 12 kinderen, duur: 2 uur)
Visite guidée adultes (minimum 15 personnes) :		Rondleiding volwassenen (minimum 15 personen):
collections permanentes	65	vaste collecties
exposition temporaire	65	tijdelijke tentoonstelling
Week-end		Weekend
Atelier enfants (durée : 2 heures)	80	Kinderatelier (durée : 2 uur)
Anniversaires (durée : 1 h 30 à 2 heures)	100	Verjaardagen (durée : 1.30 tot 2 uur)
Visite guidée adultes (minimum 15 personnes) :	80	Rondleiding volwassenen (minimum 15 personen):
collections permanentes	70	vaste collecties
exposition temporaire	70	tijdelijke tentoonstelling
Visite guidée nocturne public	70	Rondleiding publiek bij nocturne
Nocturne privé	115	Privénocturne
Supplément autre langue que le français ou le néerlandais	10	Supplement andere taal dan Nederlands of Frans

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 février 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 13 décembre 2012 approuvant les plafonds des guides indépendants des Musées royaux d'Art et d'Histoire.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 12 februari 2021 tot wijziging van het ministerieel besluit van 13 december 2012 houdende goedkeuring van de retributieplafonds voor zelfstandige gidsen in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis.

Th. DERMINE

Th. DERMINE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/20418]

4 FEVRIER 2021. — Décret portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Objet, définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret fixe les dispositions relatives au budget, à la comptabilité et au rapportage des organismes visés à l'article 3 et transpose partiellement la Directive 2011/85/UE du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres.

Art. 2. § 1^{er} Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° loi de dispositions générales : la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes ;

2° décret du 20 décembre 2011 : décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié ;

3° Parlement : le Parlement de la Communauté française ;

4° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française ;

5° Ministre du Budget : le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions ;

6° Ministre fonctionnel : le ministre du Gouvernement de la Communauté française qui s'est vu attribuer un pouvoir de gestion sur un organisme de type 1, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement ;

7° Ministre de tutelle : le Ministre dont relève l'organisme de type 2 ou de type 3 ;

8° organisme ou organisme administratif public : une unité institutionnelle dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Communauté française, appartenant au sous-secteur 13.12 du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), et classé par l'Institut des comptes nationaux (ICN) dans le périmètre de consolidation de la Communauté française ;

9° classification économique : classification des recettes et des dépenses budgétaires en fonction des critères macro-économiques permettant de délivrer à l'Institut des comptes nationaux les données nécessaires à la réalisation de ses missions, telles que définies à l'article 108 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses. Cette classification est compatible avec le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), lequel définit les normes comptables visant à une description quantitative cohérente, fiable et comparable des économies des Etats membres de l'Union européenne. Elle se compose de codes numériques de quatre chiffres au maximum et de libellés explicatifs ;

10° droit constaté : droit réunissant toutes les conditions suivantes :

- a) son montant est déterminé de manière exacte ;
- b) l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable ;
- c) l'obligation de payer existe ;
- d) une pièce justificative est en possession de l'entité telle que visée à l'article 3 ;

11° crédits d'engagement : crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire ;

12° crédits de liquidation : crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire, du chef des droits constatés en vue d'apurer des obligations préalablement engagées. Les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs pour les dépenses désignées dans le budget ;

13° dotation : montant inscrit au budget des dépenses visé à l'article 4 du décret du 20 décembre 2011 à destination des organismes ou montant inscrit au budget des dépenses d'un organisme de type 1 ou de type 2 à destination d'un autre organisme et qui ne sont pas des subventions au sens de l'article 57 du même décret ;

14° contrat de gestion : convention passée entre le Gouvernement de la Communauté française et l'organe de gestion d'un organisme en vue de définir les règles et conditions spéciales en vertu desquelles cet organisme exerce ses missions de service public ;

15° classe 0 : classe des droits et engagements hors bilan de la comptabilité générale ;

16° Agence de la Dette : service du Gouvernement créé au sein de la Direction générale du Budget et des Finances du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ;

17° budget préfiguré : budget de l'organisme approuvé officiellement par les organes de gestion mais non encore approuvé par le ministre fonctionnel ou de tutelle selon l'organisme et par le Ministre du budget ;

18° ICN : l'Institut des Comptes Nationaux visé à l'article 107 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ;

19° organe de gestion : le conseil d'administration de l'organisme de type 2 ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme public ;

20° décret transparence : le décret du 09 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

21° solde SEC : capacité ou besoin de financement établi en opérant la différence entre les recettes et les dépenses d'une administration publique, en application des règles du Système Européen des Comptes (SEC 2010).

§ 2. Pour les dispositions où le Ministre de tutelle ou le Ministre fonctionnel et le Ministre du budget doivent intervenir conjointement, la décision appartient au Gouvernement si le Ministre de tutelle ou le Ministre fonctionnel et le Ministre du budget sont la même personne.

Art. 3. § 1^{er}. Les dispositions du présent décret sont applicables aux organismes, qui forment chacun une entité spécifique et qui sont répartis en trois catégories :

1° Sont de type 1, les organismes suivants :

a) Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication (ETNIC) créée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

2° Sont de type 2, les organismes suivants :

a) Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) créée par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

b) Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) créé par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 26 mars 2009 portant coordination du décret sur les services de médias audiovisuels ratifié par le décret du 30 avril 2009 ;

c) Fonds Ecureuil créé par le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française ;

d) Institut de la formation en cours de carrière (IFC) créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière ;

e) Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) institué par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

f) Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE) créé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

3° Sont de type 3, les organismes qui figurent dans la liste des unités du secteur public 13.12 de la Communauté française telle que publiée annuellement par l'ICN et qui ne sont ni de type 1 ni de type 2 ni visés au paragraphe deux ni des SACA au sens de l'article 2, 5° du décret du 20 décembre 2011.

Excepté l'article 39, le gouvernement peut dispenser des organismes de type 3 de l'application des dispositions du présent décret qui les concernent selon les critères qu'il détermine.

Pour l'application du présent décret, le Parlement et le service de Médiateur sont assimilés à un organisme de type 3. Seules les dispositions des articles 4 alinéas 1 à 3 et 39 leur sont applicables.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions du présent décret, à l'exception de l'article 39, ne s'appliquent pas aux universités, aux Hautes Ecoles subventionnées et aux Ecoles supérieures des Arts subventionnées, ni aux pôles académiques et ni au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

§ 3 Les budgets initiaux et ajustés et les comptes des organismes suivants sont communiqués

- pour Wallonie-Bruelles-International (WBI), au ministre qui a les relations internationales dans ses attributions et au ministre du budget. Les budgets sont annexés au budget des dépenses visé à l'article 4 du décret du 20 décembre 2011 ;

- pour l'Ecole d'Administration Publique (EAP) et l'Office Francophone de la Formation en Alternance (OFFA) au ministre qui exerce la tutelle sur ces organismes et au ministre du budget. Les budgets sont joints à l'exposé particulier visé à l'article 9 § 2, du décret du 20 décembre 2011. Ils sont accompagnés de l'exposé particulier prévu à l'article 87 § 2 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Les budgets sont communiqués selon le calendrier fixé par le gouvernement sans préjudice des dispositions figurant dans le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Les comptes comprennent les documents énumérés à l'article 97 § 1^{er} alinéa deux du même décret.

Ils sont communiqués au plus tard le 30 juin qui suit l'exercice auquel ils se rapportent.

TITRE II. — *Dispositions relatives au budget*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 4. Pour chacun des organismes visés à l'article 3 § 1^{er}, il est établi un budget annuel comprenant toutes les recettes et toutes les dépenses, quelles qu'en soient l'origine et la cause. L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Par recettes, on entend l'estimation des droits constatés par l'organisme du chef de ses relations avec les tiers et, le cas échéant, l'estimation des recettes à percevoir au comptant.

Par dépenses, on entend tous les droits constatés par des tiers à charge de l'organisme.

Les organismes sous contrat de gestion établissent leur budget dans le respect des dispositions financières résultant des décrets, arrêtés, circulaires et directives qui leur sont applicables et de celles convenues dans leur contrat respectif.

Tous les organismes doivent démontrer la manière dont ils atteignent l'objectif de solde SEC qui leur est fixé par le gouvernement, le cas échéant sur une période pluriannuelle, en distinguant le cas échéant les ressources complémentaires que sont notamment les recettes propres ou les prélèvements sur les réserves. Pour les organismes de type 1 et de type 2, à défaut d'objectif de solde SEC fixé par le gouvernement, un solde SEC nul doit être atteint.

Art. 5. Les dépenses des organismes de type 1 et 2 doivent être préalablement engagées pour pouvoir être liquidées, en conséquence de quoi chacune d'entre elle doit être dotée au budget d'un crédit d'engagement et d'un crédit de liquidation. Ces crédits sont limitatifs, excepté pour les crédits de liquidation lorsque le libellé précise qu'ils sont non limitatifs. Cette faculté ne peut être utilisée que pour les dépenses appartenant au sous-groupe 11 de la classification économique ou sur dérogation accordée par le Ministre du Budget.

Art. 6. § 1^{er}. Le budget des organismes de type 1 et 2 est accompagné des documents suivants :

1° un exposé général qui comprend notamment les lignes directrices du budget, une synthèse des recettes et des dépenses et un rapport financier. Lors de l'élaboration de leur budget initial, ils y joignent une projection pluriannuelle sur trois ans de leurs recettes et de leurs dépenses à politique inchangée et, le cas échéant, corrigées pour atteindre un objectif SEC fixé par le Gouvernement ;

2° un exposé particulier en recettes et en dépenses qui présente l'objet et les montants des recettes et des dépenses inscrits sur chaque article de base et qui fournit la comparaison et l'explication de la variation par rapport aux moyens octroyés l'exercice précédent pour le même objet.

§ 2. Le gouvernement arrête les types et le contenu des documents qui accompagnent le budget des organismes de type 3.

Art. 7. Lorsque les missions des organismes définies dans leur décret organique l'autorisent ou le prévoient, une disposition particulière est insérée dans le budget des dépenses visé à l'article 4 du décret du 20 décembre 2011 pour fixer le montant maximum :

1° des engagements en matière d'investissements ;

2° des emprunts pouvant être contractés.

Art. 8. En fonction de son appartenance à un type d'organisme, celui-ci est tenu de suivre la structure budgétaire arrêtée spécifiquement par le Gouvernement. Elle intègre obligatoirement la classification économique des recettes et des dépenses.

Art. 9. § 1^{er}. Tous les organismes doivent transmettre leur budget initial et leur budget ajusté selon les directives, en ce compris le calendrier, décidées par le Gouvernement et diffusées par le Ministre du Budget. Le Gouvernement peut par délibération motivée empêcher ou suspendre les versements de dotations ou de subventions aux organismes qui en bénéficient, lorsqu'ils sont en défaut de déposer leur budget.

Les dotations aux organismes de type 1 et 2 sont liquidées en au moins deux tranches. La dernière tranche représente au moins vingt pour-cent de la dotation annuelle. Elle est liquidée, au plus tôt le 1^{er} octobre, selon la catégorie de l'organisme, après accord du Ministre du Budget, sur avis de l'inspection des finances pour les types 1 ou du commissaire du gouvernement pour les types 2 attestant la nécessité de l'octroi de la totalité ou d'une partie de la dernière tranche au regard de l'état de consommation de la dotation annuelle et du respect de l'objectif de solde SEC de l'année imposé à l'organisme. Le cas échéant, la partie de la dotation non-versée peut faire l'objet d'une demande de dotation complémentaire au cours de l'exercice budgétaire suivant.

Si la clôture budgétaire d'un organisme de type 1 ou 2 fait apparaître un solde SEC positif supérieur à 5% de la dotation inscrite au budget de la même année budgétaire, le montant supérieur à 5% est remboursé à la Communauté française, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

§ 2. Afin d'assurer leur conformité à la politique économique, sociale, financière et budgétaire de la Communauté française, les budgets des organismes de type 1, de type 2 et de type 3 sont ajustés en même temps que le budget des dépenses de la Communauté française sauf si leur dotation ou leur subvention accordée par la Communauté française n'est pas modifiée, ou si leur solde SEC du budget initial n'est pas modifié, et sur accord du Ministre du Budget et du Ministre de tutelle.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'approbation du budget*

Art. 10. § 1^{er}. Le projet de budget des organismes de type 1 est établi par le Ministre fonctionnel et transmis par celui-ci au Ministre du Budget.

Il est annexé au projet de budget des dépenses visé à l'article 4 du décret du 20 décembre 2011. Son approbation est acquise par le vote du budget des dépenses.

Il est procédé de la même manière pour les ajustements des budgets en cours d'année. Toutefois, lorsqu'il ne modifie pas le solde SEC du budget initial, l'ajustement peut faire l'objet d'une simple approbation par le gouvernement.

§ 2. Le projet de budget des organismes de type 2 est établi par les organes de gestion et approuvé par le Ministre de tutelle et le Ministre du Budget.

Approuvé selon les modalités prévues à l'alinéa précédent ou préfiguré par les organes de gestion, le budget des organismes de type 2 est joint à l'exposé particulier visé à l'article 9 § 2, du décret du 20 décembre 2011 pour justifier les dotations.

Il est procédé de la même manière pour les ajustements des budgets en cours d'année. Toutefois, lorsqu'il ne modifie pas le solde SEC du budget initial, l'ajustement peut faire l'objet d'une simple approbation par le ministre de tutelle et le ministre du budget.

§ 3. Le budget des organismes de type 3 est approuvé par les organes de gestion sous contrôle du Commissaire du Gouvernement lorsque celui-ci est prévu par des dispositions réglementaires.

Lorsque l'organisme de type 3 bénéficie d'une dotation, son budget approuvé ou préfiguré est joint à l'exposé particulier visé à l'article 9, § 2, du décret du 20 décembre 2011 pour justifier la dotation inscrite en sa faveur.

Il est procédé de la même manière pour les ajustements des budgets en cours d'année.

Art. 11. Les budgets des organismes de type 2 et 3 d'une année budgétaire doivent être approuvés au plus tard le 31 décembre de l'année précédente. Ils doivent faire l'objet d'une publication sur leur site internet, quand il existe, pour cette même date au plus tard. En l'absence de site internet d'un organisme de type 3 non doté, le gouvernement détermine le mode de publication du budget.

Les ajustements doivent être approuvés et publiés au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire en cours.

Art. 12. Les budgets des organismes de type 1, 2 et 3 lorsqu'ils bénéficient d'une dotation peuvent être utilisés, en cas de défaut d'approbation par les autorités compétentes du budget initial au premier jour de l'année budgétaire, à concurrence d'un douzième mensuellement et uniquement pour des dépenses autorisées dans les budgets précédents.

TITRE III. — *Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 13. La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent du respect des autorisations budgétaires et de l'exécution du budget. Elle est liée à la comptabilité générale.

Art. 14. Sont imputés au budget d'une année budgétaire déterminée :

1° en recettes, les droits constatés en faveur de l'organisme durant cette année budgétaire y compris ceux afférents à des recettes affectées, ainsi que les recettes perçues au comptant ;

2° en dépenses, les sommes liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés à l'égard des tiers.

Le solde budgétaire est obtenu par différence entre les recettes imputées et les dépenses liquidées.

Les crédits de liquidation non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation.

Art. 15. Les droits constatés au 31 décembre de l'année budgétaire qui ne sont pas imputés au budget de cette année avant le 1^{er} février de l'année suivante appartiennent d'office à cette nouvelle année budgétaire.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières*

Art. 16. § 1^{er} Les organismes de type 1 et 2 doivent enregistrer dans leur comptabilité budgétaire, d'une part, à la charge des crédits d'engagement, les sommes engagées et, d'autre part, à la charge des crédits de liquidation, les sommes liquidées au cours de l'année budgétaire. Seules les dépenses préalablement engagées peuvent être liquidées.

Les contrats et les marchés de travaux, de fournitures et de services tels que définis par la législation en vigueur ainsi que tout autre acte faisant naître des obligations non conditionnelles à l'égard des tiers ne peuvent être notifiés aux tiers qu'après que leur montant ait été imputé sur les crédits d'engagement prévus. Les obligations conditionnelles sont enregistrées dans la classe 0 de la comptabilité générale jusqu'au moment où les conditions sont réalisées. Les autres dépenses sont imputées à la charge des crédits d'engagement à l'appui d'une pièce justificative interne constatant l'existence et l'étendue exacte de l'obligation.

Les crédits autorisés d'engagement non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation.

§ 2 Toute liquidation d'une dépense non préalablement engagée, en infraction au paragraphe premier mais réunissant les conditions de la constatation du droit en faveur du tiers, doit être précédée d'un engagement régulateur à la charge des crédits d'engagement de l'année en cours. Le gouvernement en arrête les modalités.

Le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles un engagement budgétaire et sa liquidation peuvent être réalisés simultanément.

Art. 17. § 1^{er}. A la condition de respecter le montant total des crédits autorisés, les crédits d'engagement et les crédits de liquidation limitatifs inscrits dans les budgets des organismes de type 1 et 2 peuvent être redistribués durant l'année budgétaire moyennant l'accord écrit préalable du Ministre fonctionnel pour les organismes de type 1 ou des organes de gestion et du Ministre de tutelle pour les organismes de type 2 et du Ministre du Budget.

Un mécanisme de délégation de compétences peut être accordé, pour l'application de l'alinéa 1^{er}, par le Ministre fonctionnel pour les organismes de type 1 ou par le Ministre de tutelle pour les organismes de type 2 et le Ministre du Budget.

Toutefois, sont exclus de toute redistribution les crédits inscrits aux articles de dépenses appartenant aux groupes 8 et 9 de la classification économique ainsi que les crédits de liquidation non limitatifs sauf pour couvrir des dépenses du sous-groupe 11 de la classification économique.

§ 2. L'organe de gestion des organismes de type 3 qui bénéficient d'une dotation peut opérer une redistribution de crédits à la condition de respecter le montant total des crédits approuvés.

TITRE IV. — Dispositions relatives à la gestion financière des types 1 et 2

Art. 18. Les organismes de type 1 et 2 déposent l'ensemble de leurs avoirs financiers sur des comptes ouverts à leur nom dans l'entreprise de crédit assurant les fonctions de caissier des services du Gouvernement de la Communauté française tels que visés à l'article 3 du décret du 20 décembre 2011.

Ils confient tous les comptes financiers y compris leurs placements en compte au caissier visé à l'alinéa premier, à l'exception des comptes techniques de transferts. Ces comptes techniques sont définis comme étant des comptes ouverts auprès d'une autre institution bancaire que le caissier dans le but de verser temporairement les flux découlant d'opérations financières spécifiques réalisées par eux. Ils disposent de leurs comptes financiers dans le respect de leur autonomie.

Ils confient au caissier l'exécution matérielle de leurs opérations de recettes et de dépenses.

Le caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Communauté française et de tous les organismes visés au présent article et à l'article 31, à l'exception des comptes financiers dédiés à la gestion des legs ou à la gestion des moyens accordés par des instances européennes ou nationales pour lesquels les règles de celles-ci imposent une dissociation au sein de la trésorerie de l'organisme ou sur dérogation accordée par le Ministre du Budget.

Les comptes financiers intégrés à l'état global de la Communauté française ne portent pas d'intérêt créditeur et/ou débiteur au bénéfice ou à charge des organismes qui en sont titulaires.

Les opérations dont la maturité est supérieure à un mois sont soumises, au préalable, à l'approbation de l'Agence de la Dette. En cas d'avis négatif de celle-ci, l'opération peut être soumise au ministre du budget.

Art. 19. Les paiements effectués par les organismes émanent systématiquement de deux personnes.

TITRE V. — Dispositions relatives à la comptabilité générale

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 20. § 1^{er}. Conformément à l'article 6 de la loi de dispositions générales, dans un système informatisé de livres et de comptes, l'organisme tient une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double en suivant, soit :

1° le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales, lorsqu'il relève du type 1 ou du type 2, sauf si ses dispositions organiques lui imposent de suivre le plan visé sous 2° ;

2° le plan comptable arrêté par le Gouvernement ou établi en vertu de ses dispositions organiques ;

3° le plan comptable minimum normalisé permettant d'établir les comptes annuels selon les schémas prévus

a) à l'annexe de l'arrêté du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 À III.95 du code de droit économique s'il exerce une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel au sens des articles I.4/1 du livre I et III.82 § 1^{er}, 4° du livre III du dit code ;

b) aux annexes de l'arrêté du 29 avril 2019 portant exécution du code des sociétés et des associations selon sa situation si l'organisme est constitué en personne morale de droit privé et soumis au Code des Sociétés et des Associations.

§ 2. Dans les cas où l'organisme ne suit pas le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales, il complète son plan comptable d'un tableau de correspondance avec le plan comptable arrêté conformément à la loi de dispositions générales.

Le lien entre les comptes du plan comptable minimum normalisé et le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales est établi de manière univoque et permanente dans un tableau de correspondance selon les règles comptables de ce dernier arrêté.

Ce lien couvre tous les comptes créés ou à créer dans la comptabilité de l'organisme. Le lien est limité aux quatre premières positions de la rubrique comptable du plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales.

Lorsqu'un organisme a tenu sa comptabilité conformément au plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales, il ne peut plus opter ultérieurement pour la tenue de sa comptabilité selon un autre plan comptable.

§ 3. La comptabilité générale s'étend à l'ensemble des avoirs, des droits, des dettes, des obligations et des engagements de toute nature de l'organisme.

L'exercice comptable s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il coïncide avec l'année budgétaire.

Art. 21. Toute opération comptable est inscrite, sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date, soit dans le livre journal central soit dans des livres journaux auxiliaires spécialisés. Dans ce dernier cas, les mouvements totaux imputés font, mensuellement au moins, l'objet d'une écriture récapitulative dans le livre journal central.

Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et portant un indice de référence à celle-ci.

Toutes les pièces justificatives référencées ainsi que les livres comptables et les programmes ou systèmes permettant de les lire doivent être conservés de manière méthodique tout en garantissant leur inaltérabilité et leur accessibilité. Le Gouvernement fixe les délais et les modalités de conservation des livres, des pièces justificatives et des pièces comptables, sans préjudice des délais spécifiques fixés par le livre III du Code économique ou du Code des Sociétés et des Associations.

Le système informatisé de livres et de comptes doit garantir la régularité et l'irréversibilité des écritures.

Art. 22. Chaque organisme détermine, dans le respect des dispositions du droit comptable auquel il est soumis, les règles d'évaluation, d'amortissements, de constitution de provision pour risques et charges ainsi que les règles de réduction de valeur et de réévaluation. Ces règles doivent être publiées et approuvées par le Ministre fonctionnel pour les organismes de type 1 ou par les organes de gestion pour les organismes de type 2 moyennant l'accord du Ministre de tutelle et du ministre du Budget. Leur application doit être constante d'un exercice à l'autre, sauf modification importante due aux circonstances économiques ou technologiques.

Art. 23. Il doit être tenu compte des charges et des produits afférents à l'exercice ou à des exercices antérieurs, sans égard à la date de paiement ou d'encaissement.

Art. 24. L'organisme procède au moins une fois par an, et en fin d'exercice, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de ses avoirs, de ses droits, de ses dettes, de ses obligations et de ses engagements, y compris de ses droits et engagements hors bilan. Les comptes sont mis en concordance avec les données de l'inventaire.

Art. 25. La comptabilité générale doit permettre l'établissement, au 31 décembre, du bilan et du compte de résultats. Sauf disposition contraire des législations organiques, le résultat obtenu par différence entre les charges et les produits de l'exercice est reporté.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières applicables aux organismes de type 1 et 2*

Art. 26. Lorsque l'opération à enregistrer dans la comptabilité générale résulte d'une relation avec un tiers, les droits en sa faveur ou à sa charge doivent avoir été constatés préalablement et doivent être imputés simultanément dans la comptabilité budgétaire. Les opérations qui ne résultent pas de relations avec des tiers constituent des mouvements internes à comptabiliser uniquement en comptabilité générale.

Par tiers au sens du présent article, on entend également tout service, centre ou organisme qui dispose d'un budget distinct.

Art. 27. Les intérêts, les loyers et autres fruits civils, de même que les redevances pour prestations échelonnées dans le temps sont enregistrés dans la comptabilité générale pro rata temporis et dans la comptabilité budgétaire au moment où ils sont exigibles.

Art. 28. Des provisions peuvent être constituées pour rencontrer les risques de pertes et de charges afférents à des engagements hors bilan, pour autant qu'ils soient nettement circonscrits quant à leur nature, qu'ils aient pris naissance au cours de l'exercice ou au cours d'un exercice antérieur, et que, à la date de clôture, ils soient, ou probables ou certains mais indéterminés quant à leur montant.

Art. 29. Les plus-values ou les moins-values sur la réalisation d'actifs et les réductions de valeur sur les créances sont enregistrées dans le compte de résultats sous les rubriques, selon le cas, de pertes ou de gain en capital.

Art. 30. Font l'objet d'un enregistrement dans la classe 0 :

1° les engagements restant à apurer, obtenus par différence entre les dépenses engagées et les dépenses liquidées de l'année, majorée du solde reporté de l'année précédente ;

2° les pensions en cours ou non encore en cours ;

3° les subventions à recevoir sous condition suspensive, dont les subventions européennes lorsque l'organisme est le bénéficiaire final, jusqu'au moment où la condition est réalisée ;

4° les subventions octroyées remboursables sous condition suspensive jusqu'au moment où la condition est réalisée.

TITRE VI. — *Dispositions relatives aux établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 31. Les services éducatifs à comptabilité autonome (SECA) visés dans le présent titre sont les services de l'Etat à gestion séparée visés à l'article 83 de la Loi de redressement du 31 juillet 1984 à l'exception des centres de dépaysement et de plein air, à l'article 34bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes Ecoles et à l'article 13 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (ESA) et les services administratifs à comptabilité autonome visés à l'article 9 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Art. 32. Les SECA bénéficient d'une autonomie budgétaire, financière et comptable.

Les règles minimales reprises à l'article 68 du décret du 20 décembre 2011 sont applicables aux SECA.

Les modalités d'application des règles minimales sont déterminées par WBE avec l'accord du commissaire du gouvernement.

Art. 33. WBE est chargé du pilotage budgétaire et comptable des SECA, dont le solde SEC est distinct de celui de WBE. Le Gouvernement peut fixer un objectif de solde SEC aux SECA.

Le budget annuel des recettes et des dépenses de chaque SECA est approuvé par WBE et est inséré dans une annexe au budget de WBE. A défaut, à l'exception des budgets des Hautes écoles et des Ecoles supérieures des Arts (ESA) organisées par WBE, les budgets annuels des recettes et des dépenses des SECA peuvent être agrégés selon une structure déterminée par WBE pour être annexés au budget de WBE.

A défaut d'approbation du budget visé à l'alinéa premier au 1^{er} janvier de l'année budgétaire, les SECA peuvent utiliser les crédits prévus dans leur projet de budget annuel sauf s'ils sont destinés à des dépenses d'un type nouveau, non antérieurement autorisé.

Le budget annuel des SECA peut être ajusté en même temps que le budget de WBE.

Selon le calendrier défini par WBE, les SECA peuvent ajuster leur budget sans que le budget de WBE ne doive être également ajusté si, excepté pour les Hautes écoles et ESA, le solde SEC de l'ensemble des SECA n'est pas modifié.

Art. 34. Etabli selon la date fixée par WBE dans le respect du calendrier fixé à l'article 40, le compte annuel de chaque SECA est transmis aux services désignés par WBE.

Les comptes annuels des SECA sont annexés au compte général de WBE. A défaut, à l'exception des comptes des Hautes écoles et des Ecoles supérieures des Arts organisés par WBE, les comptes annuels des SECA peuvent être agrégés selon la même structure que celle visée à l'article 33 pour être annexés au compte général de WBE.

CHAPITRE II. — *Du contrôle des SECA*

Art. 35. Pour les SECA, WBE met en place un contrôle interne dont les objectifs sont notamment ceux visés à l'article 49 et dont l'évaluation peut être auditée conformément aux dispositions de l'article 50.

Art. 36. Les dispositions relatives au contrôle externe par la Cour des comptes visées à l'article 55 sont applicables aux SECA.

CHAPITRE III. — *Disposition relatives à la gestion financière des SECA*

Art. 37. L'article 18 est applicable aux SECA.

TITRE VII. — *Dispositions relatives au rapportage*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives aux comptes intermédiaires obligatoires*

Art. 38. Sans préjudice des dispositions régissant la matière dans leur décret organique ou dans le droit comptable auquel ils sont soumis, les organismes établissent des comptes provisoires d'exécution du budget à l'occasion des travaux budgétaires de l'élaboration des budgets initiaux et ajustés, lorsqu'ils bénéficient d'une dotation, et selon le calendrier fixé par le Gouvernement.

Art. 39. Chaque organisme appartenant au sous-secteur 13.12 relevant de la Communauté française transmet au service désigné par le Gouvernement, systématiquement et pour le 15 du mois, un rapport mensuel des données budgétaires en recettes et en dépenses :

1° établies en droits constatés sur la base de la comptabilité budgétaire ou, si ces données ne sont pas disponibles, sur celle de la comptabilité générale ;

2° arrêtées à la fin de chaque mois précédent.

3° selon le modèle imposé par l'ICN.

Les données budgétaires sont consolidées par le service visé à l'alinéa 1^{er} en vue d'établir le regroupement économique du sous-secteur 13.12 relevant de la Communauté française.

Les autres rapports réclamés par l'ICN ou d'autres instances sur base des obligations européennes ou nationales sont communiqués au service visé à l'alinéa 1^{er} selon le calendrier établi par ce dernier.

Ces données font l'objet de mesures de contrôle interne. Elles sont communiquées à l'autorité fédérale compétente dans le délai imposé par celle-ci. Le service désigné par le gouvernement peut apporter le support technique minimum à un organisme qui en fait la demande.

La Cour des comptes audite les systèmes de comptabilité qui permettent l'établissement des données.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au compte général annuel*

Art. 40. Chaque année, les organismes dressent leur compte général relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée, pour le 31 mai s'ils sont de type 1 et 2 ou dans le délai fixé par le droit comptable applicable ou les règles organiques auxquels ils sont soumis, s'ils sont de type 3.

Le compte général comprend :

a) le bilan ;

b) le compte de résultats établi sur la base des charges et produits ;

c) le compte d'exécution du budget établi dans le même format obligatoire que le budget approuvé et faisant apparaître les estimations de recettes et les dépenses autorisées, et en regard de celles-ci, respectivement, les droits constatés imputés en recettes et les droits constatés imputés en dépenses ;

d) l'annexe qui doit, en ce qui concerne :

a) les organismes de type 1 et 2, comporter notamment :

- un résumé des règles d'évaluation ;

- un relevé explicatif des variations des immobilisations incorporelles, corporelles et financières ;

- un état des créances et des dettes ;

- un état de la trésorerie et des placements ;

- un relevé détaillé des droits et engagements hors bilan ;

- le cas échéant, une justification de la constitution d'une provision pour risques et charges ;

- un rapport permettant de réconcilier le solde budgétaire et le résultat issu de la différence entre les charges et les produits enregistrés dans la comptabilité générale ;

Les montants repris dans les rapports précités sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

Outre ceux qui y sont légalement tenus, chaque organisme transpose son bilan, eu égard à sa situation, selon les schémas prévus à l'annexe de l'arrêté du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du code de droit économique ou aux annexes de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations et le joint à son compte général.

Pour les organismes de type 1 et 2, les montants inscrits en réserves disponibles sont remboursés à la Communauté française après approbation du compte général. Le cas échéant, il est tenu compte de ce remboursement dans l'analyse du respect de l'objectif de solde SEC de l'organisme.

Art. 41. Les autorités qui approuvent les budgets des organismes remplissent la même mission à l'égard du compte général.

Art. 42. Dès son approbation, le compte général annuel des organismes est publié sur leur site internet, quand il existe, sans préjudice d'autres obligations légales ou organiques de publication.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières relatives au compte général des organismes de type 1*

Art. 43. Le compte général annuel des organismes de type 1 est transmis, à l'intervention du Ministre du Budget, à la Cour des comptes pour le 30 juin au plus tard. Elle fait parvenir ce compte, accompagné de ses observations et de la certification qu'elle délivre conformément à l'article 56, § 1^{er}, au Parlement au plus tard à la fin du mois d'octobre suivant et adresse conjointement une copie de ses observations et de la certification au Ministre fonctionnel et au Ministre du budget.

Art. 44. Les comptes généraux annuels des organismes de type 1 sont annexés au projet de décret portant approbation du compte général de Communauté française tel que visé par l'article 44, § 2, du décret 20 décembre 2011. Ils sont approuvés par le vote des dispositions les concernant et publiés dans le format arrêté par le Gouvernement en annexe du décret.

CHAPITRE IV. — *Dispositions spécifiques au compte général des organismes de type 2*

Art. 45. Le compte général des organismes de type 2 est établi par les organes de gestion et approuvé par le Ministre de tutelle et le Ministre du budget.

Le Ministre de tutelle informe l'organisme concerné de l'approbation de son compte général. Le Ministre du budget le transmet à la Cour des comptes en vue de leur contrôle, au plus tard le 30 juillet de l'année qui suit celle de la gestion.

TITRE VIII. — *Dispositions relatives au contrôle*

CHAPITRE I^{er}. — *De la séparation des fonctions, des contrôle et audit internes*

Art. 46. Dans leur organisation administrative, chaque organisme applique le principe de la séparation des fonctions entre les fonctions de décision, d'exécution, d'enregistrement, de paiement et de surveillance.

Art. 47. Chaque membre du personnel participe en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent au bon fonctionnement du contrôle interne.

Art. 48. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux.

Art. 49. L'organisme met en place des systèmes de recensement, d'évaluation permanente et de hiérarchisation des risques en instaurant un contrôle interne destiné à leur maîtrise. Sont notamment visés les objectifs suivants :

- 1° la conformité des décisions aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements et contrats ;
- 2° la prévention et la détection des fraudes et des erreurs ;
- 3° l'accomplissement des objectifs assignés ;
- 4° la fiabilité et l'intégrité des données opérationnelles et financières ;
- 5° la bonne gestion financière ;
- 6° la protection du patrimoine.

Art. 50. Afin d'évaluer le système de contrôle interne, un audit interne indépendant est organisé au sein de chaque organisme, sauf disposition légale contraire.

Sans préjudice des dispositions applicables aux cellules d'audit interne des organismes, les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne et dans le respect du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle.

CHAPITRE II. — *Du contrôle administratif et budgétaire*

SECTION I^{re}. — *Des organismes de type 1*

Art. 51. Le Gouvernement surveille l'exécution du budget et la gestion financière des organismes de type 1 en organisant un contrôle administratif, budgétaire et de gestion selon les modalités qu'il fixe avec l'assistance des inspecteurs des finances mis à sa disposition.

SECTION II. — *Des autres organismes*

Art. 52. § 1^{er}. Au sein de chaque organisme de type 2 et de type 3 lorsqu'ils bénéficient d'une dotation, au moins un commissaire de Gouvernement exerce les missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général dans le respect de la législation applicable.

§ 2. A défaut de dispositions précisant leurs missions, le Gouvernement règle l'exercice de la mission des commissaires.

Art. 53. Lorsque l'intérêt général ou le respect de la loi ou des règlements le requiert, le ministre de tutelle ou, le cas échéant, le Commissaire du gouvernement, peut requérir l'organe de gestion des organismes de type 2, de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, l'organe de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre intéressé ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place de l'organe de gestion. Copie de l'arrêté est immédiatement transmise au Parlement.

SECTION III. — *Des dispositions communes à tous les organismes*

Art. 54. Le ministre du Budget et le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des finances ou du commissaire du gouvernement dispense de leur accord préalable.

CHAPITRE III. — *Du contrôle externe de la Cour des comptes*

Art. 55. § 1^{er}. Conformément à l'article 10, § 2, de la loi de dispositions générales, à l'égard des organismes de type 1 et 2, la Cour des comptes :

- 1° est chargée du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire ;
- 2° veille à ce qu'aucun crédit de dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu ;
- 3° examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes. En ce qui concerne ces dernières, la Cour exerce un contrôle général sur les opérations relatives à l'établissement et au recouvrement ;
- 4° contrôle le bon emploi des deniers publics ; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

§ 2. Pour l'accomplissement des missions visées au paragraphe premier, la Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des organismes visés au présent article. Elle peut organiser un contrôle sur place.

CHAPITRE IV. — *De la certification du compte général*SECTION I^{re}. — *Des organismes de type 1*

Art. 56. § 1^{er}. Dans le cadre du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire des organismes de type 1, la Cour des comptes procède à la certification du compte général en émettant une opinion sur :

- 1° le respect des dispositions du présent décret quant à la tenue de la comptabilité et l'établissement du compte général ;
- 2° la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général.

Conformément aux dispositions de l'article 43, cette certification accompagne les observations de la Cour lors du dépôt du compte général au Parlement.

SECTION II. — *Des autres organismes*

Art. 57. § 1^{er}. Sans préjudice du décret transparence, les comptes généraux des organismes de type 2 et de type 3 qui bénéficient d'une dotation doivent être certifiés par au moins un commissaire aux comptes inscrit au registre public de l'Institut des réviseurs d'entreprise. Son rapport est transmis avec le compte général certifié de l'organisme.

§ 2. Si le compte annuel de l'organisme visé au paragraphe 1^{er} doit être certifié dans le cadre du Code des sociétés et des associations par un commissaire ou si un réviseur d'entreprise a été désigné par ou en vertu d'un décret organique ou un décret de création, le commissaire aux comptes désigné remplit également la mission de certification telle que mentionnée au paragraphe 1^{er}.

§ 3 Les comptes annuels et le rapport du réviseur des organismes de type 3 quand celui-ci est prévu sont transmis à la Cour des comptes et au Gouvernement dans les trente jours après l'approbation par l'assemblée générale.

§ 4. Sans préjudice des dispositions légales régissant les missions des commissaires aux comptes, le Gouvernement peut, pour les organismes de type 2 et pour les organismes de type 3 qui bénéficient d'une dotation, arrêter des attributions spécifiques pour les commissaires aux comptes.

CHAPITRE V. — *De l'approche intégrée d'audit*

Art. 58. Le Gouvernement fixe, dans le respect des prérogatives, spécificités et de l'autonomie des organes de contrôle concernés, les modalités de la collaboration entre les services de contrôle et d'audit internes, les instances chargées du contrôle administratif et budgétaire, les commissaires aux comptes. Il détermine les modes d'échange des résultats de ces divers contrôles, mutuellement et avec la Cour des Comptes.

TITRE IX. — *Dispositions en matière de prescription*

Art. 59. Les organismes de type 1 et 2 et les SECA visés à l'article 31 sont soumis au régime des prescriptions défini aux articles 15 et 16 de la loi de dispositions générales.

TITRE X. — *Dispositions relatives au recouvrement des créances*

Art. 60. Les organismes de type 1 et de type 2 et les SECA visés à l'article 31 peuvent confier le recouvrement de leurs créances à l'Administration Générale de la Perception et du Recouvrement du SPF Finances, ainsi qu'à tout autre service habilité par décret à y procéder.

TITRE XI. — *Dispositions relatives au contrôle des subventions*

Art. 61. Les articles 11 à 14 de la loi de dispositions générales sont applicables aux subventions accordées par les organismes de type 1 et de type 2 et par les SECA visés à l'article 31.

TITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 62. Les dispositions comportant les obligations relatives à leur compte d'exécution du budget quand il existe, à leur compte général annuel ou à leur compte annuel restent applicables aux organismes, y compris pour les comptes résultant des budgets votés ou approuvés avant l'entrée en vigueur du présent décret fixée selon les dispositions de l'article 70, excepté pour les dispositions visées à l'article 45 qui entrent en vigueur à la date de publication au moniteur du présent décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 63. La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics est abrogée pour les organismes visés par le présent décret.

Art. 64. Le chapitre II gestion budgétaire du décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative est abrogé à l'égard des services visés à l'article 31.

Art. 65. L'article 84 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 est abrogé à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Art. 66. Le décret du 3 mai 2018 visant la transmission au Parlement des budgets des organismes publics dépendant de la Communauté française est abrogé à l'égard des organismes visés à l'article 3 § 1^{er}.

Art. 67. Les procédures d'avis organisées au sein de certains organismes, portant sur tout avant-projet de décret, d'arrêté, de règlement ou de règle de fonctionnement susceptible de les concerner, ne sont pas d'application dans le cadre du présent décret.

Art. 68. § 1^{er} Les dispositions légales et réglementaires, de portée organique et statutaire, applicables aux organismes visés par le présent décret cessent d'avoir effet dans la mesure où elles s'avèrent contraires ou non conformes aux dispositions dudit décret.

Toutes stipulations contraires au présent décret qui seraient contenues dans les contrats de gestion ou toute autre convention, sont nulles, sans pour autant affecter les autres dispositions de ces documents.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à abroger, compléter, modifier ou remplacer les décrets existants par voie d'arrêté, dans le but de mettre la législation organique des organismes définis à l'article 3, § 1^{er}, en conformité avec les dispositions du présent décret.

Ces arrêtés doivent être adoptés au plus tard le 1^{er} janvier 2022. Ils cessent de produire leurs effets à défaut d'avoir été ratifiés par décret dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur.

§ 3. Chaque année, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement reprenant l'ensemble des mesures d'exécution décidées dans le cadre du présent décret.

Art. 69. § 1^{er} Par dérogation à l'article 70, les articles 3, 9 § 1^{er}, 10 § 1^{er} et § 2, 18, 37, 39, 40 dernier alinéa, 45 et 64 entrent en vigueur à la date de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

§ 2. Pour les SECA visés à l'article 31, à l'exception des Hautes Ecoles et des ESA, l'article 39 entre en vigueur à une date et selon les modalités déterminées par le gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

§ 3. L'organe de gestion de WBE détermine, pour chaque SECA, au plus tard pour le 1^{er} janvier 2025 les modalités et la date d'entrée en vigueur de l'article 32, alinéa trois.

Art. 70. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 février 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice,
de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 181-1. – Amendement(s) en commission, n° 181-2 - Rapport de commission, n° 181-3. – Texte adopté en commission, n° 181-4 – Amendement(s) en séance, n° 181-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 181-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 3 février 2021.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/20418]

4 FEBRUARI 2021. — Decreet houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Doel, definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet stelt de bepalingen vast met betrekking tot de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de instellingen bedoeld in artikel 3 en zet gedeeltelijk de Richtlijn 2011/85/EU van 8 november 2011 tot vaststelling van voorschriften voor de begrotingskaders van de lidstaten om.

Art. 2. § 1 Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° wet houdende de algemene bepalingen: de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

2° decreet van 20 december 2011: decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

3° Parlement : het Parlement van de Franse Gemeenschap ;

4° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap ;

5° Minister van Begroting : de minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die belast is met de begroting ;

6° Functionele minister : de minister van de Regering van de Franse Gemeenschap aan wie, krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de betrokken instelling of krachtens het besluit tot verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering, een beheersbevoegdheid werd toegekend over een instelling van type 1;

7° Toezichthoudende minister : de minister waaronder de instelling van type 2 of type 3 ressorteert;

8° instelling of openbare administratieve instelling : institutionele eenheid met een rechtspersoonlijkheid die verschillend is van deze van de Franse Gemeenschap, behorend tot de subsector 13.12 van het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen (ESR), en gerangschikt door het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR) binnen de consolidatiekring van de Franse Gemeenschap ;

9° economische classificatie : classificatie van de begrotingsontvangsten en -uitgaven volgens de macro-economische criteria waarbij gegevens aan het Instituut voor de Nationale Rekeningen verstrekt kunnen worden die nodig zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten, zoals bepaald in artikel 108 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen. Deze classificatie is verenigbaar met het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen (ESR), dat boekhoudkundige normen vaststelt met het oog op een coherente, betrouwbare en vergelijkbare kwantitatieve beschrijving van de economieën van de lidstaten van de Europese Unie. Ze bestaat uit digitale codes van maximaal vier cijfers en een verklarende tekst;

10° vastgestelde recht : recht dat aan alle volgende voorwaarden voldoet :

a) het bedrag ervan wordt nauwkeurig bepaald ;

b) de identiteit van de schuldenaar of van de schuldeiser kan worden bepaald ;

c) de verplichting tot betaling bestaat;

d) een bewijsstuk is in het bezit van de entiteit zoals bedoeld in artikel 3;

11° vastleggingskredieten: kredieten ten belope waarvan bedragen kunnen worden vastgelegd uit hoofde van vastleggingen ontstaan of aangegaan tijdens het begrotingsjaar en, voor de teruglopende vastleggingen waarvan de gevolgen zich over verschillende jaren uitstrekken, de bedragen die tijdens het begrotingsjaar verschuldigd zullen zijn;

12° vereffeningskredieten: kredieten ten belope waarvan bedragen tijdens het begrotingsjaar kunnen worden vereffend uit hoofde van de vastgestelde rechten om de vroeger aangegane vastleggingen aan te zuiveren. De vereffeningskredieten kunnen niet-exhaustief zijn voor de in de begroting aangewezen uitgaven;

13° dotatie: het bedrag opgenomen in de uitgavenbegroting bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 december 2011 bestemd voor de instellingen of het bedrag opgenomen in de uitgavenbegroting van een instelling van type 1 of type 2 bestemd voor een andere instelling en die geen subsidies zijn in de zin artikel 57 van hetzelfde decreet;

14° beheersovereenkomst : overeenkomst gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en het beheersorgaan van een instelling om de bijzondere regels en voorwaarden vast te leggen volgens de welke deze instelling haar opdrachten van overheidsdienst vervult;

15° klasse 0: klasse van de rechten en vastleggingen buiten balans van de algemene boekhouding ;

16° Agentschap van de Schuld : een dienst van de Regering opgericht binnen de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Secretariaat-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

17° voorbegroting: begroting van de instelling die officieel is goedgekeurd door de beheersorganen maar die nog niet goedgekeurd is door de functionele of toezichthoudende minister naargelang de instelling en door de minister van Begroting;

18° INR : het Instituut voor de Nationale Rekeningen bedoeld in artikel 107 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

19° bestuursorgaan: de raad van bestuur van de instelling van type 2 of, bij ontstentenis daarvan, elk ander orgaan, ongeacht zijn benaming, dat over alle bevoegdheden beschikt die nodig zijn voor de uitvoering van de opdracht of het maatschappelijk doel van de overheidsinstelling ;

20° doorzichtigheidsdecreet: het decreet van 09 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

21° ESR-saldo: financieringscapaciteit of -behoefte vastgesteld door het verschil tussen de ontvangsten en uitgaven van een overheidsbestuur te maken, met toepassing van de regels van het Europees Stelsel van Rekeningen (ESR 2010).

§ 2. Voor de bepalingen waarbij de toezichthoudende minister of de functionele minister en de minister van Begroting gezamenlijk moeten optreden, wordt de beslissing door de regering genomen indien de toezichthoudende minister of de functionele minister en de minister van Begroting dezelfde persoon zijn.

Art. 3. § 1. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de instellingen die elk een specifieke entiteit vormen en die in drie categorieën zijn onderverdeeld :

1° Is van type 1 de volgende instelling :

a) *Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication (ETNIC)* (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), opgericht bij het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het "Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication (ETNIC) (het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap).

2° Zijn van type 2 de volgende instellingen :

a) *Academie voor onderzoek en hoger onderwijs (ARES)*, opgericht bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

b) *Hoge Raad voor de Audiovisuele sector (CSA)*, opgericht bij besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 houdende coördinatie van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, bekrachtigd bij het decreet van 30 april 2009;

c) Fonds Ecureuil opgericht bij het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het “Fonds Ecureuil” van de Franse Gemeenschap ;

d) Institut de la formation en cours de carrière (IFC) (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), opgericht bij het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

e) Office de la Naissance et de l’Enfance (ONE), opgericht bij het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de “Office de la Naissance et de l’Enfance”, afgekort “ONE”;

f) Wallonie Bruxelles Enseignement (WBE) opgericht bij het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

3° Zijn van type 3 de instellingen die voorkomen op de lijst van de eenheden van de overheidssector 13.12 van de Franse Gemeenschap zoals jaarlijks bekendgemaakt door het INR en die noch van type 1 of type 2 zijn, noch bedoeld in paragraaf 2, noch administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie zijn in de zin van artikel 2, 5° van het decreet van 20 december 2011.

Met uitzondering van artikel 39 kan de regering de instellingen van type 3 volgens de criteria die zij vaststelt, vrijstellen van de toepassing van de bepalingen van dit decreet die op hen betrekking hebben.

Voor de toepassing van dit decreet worden het Parlement en de dienst Ombudsman gelijkgesteld met een instelling van type 3. Alleen de bepalingen van de artikelen 4, eerste lid tot derde lid, en artikel 39 zijn op hen van toepassing.

§ 2 In afwijking van § 1 zijn de bepalingen van dit decreet, met uitzondering van artikel 39, niet van toepassing op de universiteiten, de gesubsidieerde hogescholen en de gesubsidieerde hogere kunstscholen, noch op de academische polen en noch op het erfgoed van de hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3 De initiële en aangepaste begrotingen en de rekeningen van de volgende instellingen worden bekendgemaakt

- voor “Wallonie-Bruxelles-International” (WBI), aan de minister die bevoegd is voor internationale betrekkingen en aan de minister van Begroting. De begrotingen worden gevoegd bij de uitgavenbegroting, bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 december 2011;

- voor de “Ecole de l’Administration publique” (EAP) en het “Office Francophone de la Formation en Alternance” (OFFA) aan de minister die toezicht houdt op deze instellingen en aan de minister van Begroting. De begrotingen worden gevoegd bij de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 20 december 2011. Zij gaan samen met de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 87, § 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

De begrotingen worden meegedeeld volgens het door de Regering vastgestelde tijdschema, onverminderd de bepalingen van het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

De rekeningen omvatten de documenten opgesomd in artikel 97, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet.

Zij worden uiterlijk op 30 juni volgend op het boekjaar waarop zij betrekking hebben, medegedeeld.

TITEL II. — Bepalingen betreffende de begroting

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 4. Voor elk van de in artikel 3, § 1 bedoelde instellingen wordt een jaarlijkse begroting opgesteld, die alle ontvangsten en uitgaven omvat, ongeacht hun oorsprong en oorzaak. Het begrotingsjaar valt samen met het kalenderjaar.

Onder ontvangsten wordt verstaan de raming van de rechten vastgesteld door de instelling op grond van zijn betrekkingen met derden en, in voorkomend geval, de raming van de ontvangsten die in contanten moeten worden geïnd.

Onder uitgaven wordt verstaan alle rechten die vastgesteld worden door derden ten laste van de instelling.

De instellingen die beheersovereenkomsten hebben gesloten, stellen hun begroting op met inachtneming van de financiële bepalingen die voortvloeien uit de decreten, besluiten, omzendbrieven en richtlijnen die op hen van toepassing zijn, en van die welke in hun respectieve overeenkomsten zijn overeengekomen.

Alle instellingen moeten aantonen hoe zij voldoen aan de doelstelling van het ESR-saldo die door de regering wordt vastgesteld, in voorkomend geval over een meerjarige periode, waarbij zo nodig een onderscheid wordt gemaakt tussen aanvullende middelen zoals eigen inkomsten of onttrekkingen aan reserves. Voor instellingen van type 1 en type 2 moet, bij ontstentenis van een door de regering vastgestelde doelstelling voor het ESR-saldo, een ESR-saldo van nul worden bereikt.

Art. 5. De uitgaven van de instellingen van type 1 en type 2 moeten met het oog op hun vereffening vooraf worden vastgelegd; daartoe moet elk van hen in de begroting een vastleggingskrediet en een vereffeningkrediet krijgen. Deze kredieten zijn limitatief, behalve voor de vereffeningkredieten waarvoor de formulering niet-exhaustief is. Van deze mogelijkheid mag alleen gebruik worden gemaakt voor de uitgaven die behoren tot subgroep 11 van de economische classificatie of op grond van een door de minister van Begroting toegestane afwijking.

Art. 6. § 1. De begroting van de instellingen van types 1 en 2 gaat samen met de volgende documenten:

1° een algemene toelichting die inzonderheid de richtlijnen van de begroting, een overzicht van de ontvangsten en uitgaven en een financieel verslag bevat. Bij de opmaak van hun initiële begroting voegen zij meerjarenvoorspellingen voor drie jaar van hun ontvangsten en uitgaven bij ongewijzigd beleid en, in voorkomend geval, aangepast om een door de regering vastgestelde ESR-doelstelling te bereiken;

2° een bijzondere toelichting van ontvangsten en uitgaven waarin het doel en de bedragen van de ontvangsten en uitgaven van elk basisartikel worden vermeld en een vergelijking en toelichting worden gegeven van de schommeling ten opzichte van de middelen die in het vorige begrotingsjaar voor hetzelfde doel zijn toegekend.

§ 2. De Regering bepaalt de types en de inhoud van de documenten die samengaan met de begroting van de instellingen van type 3.

Art. 7. Wanneer de opdrachten van de instellingen bepaald in hun organiek decreet dit toestaan of erin voorzien, wordt een bijzondere bepaling ingevoegd in de uitgavenbegroting bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 december 2011 om het maximumbedrag vast te leggen:

- 1° vastleggingen inzake investeringen;
- 2° leningen die kunnen worden aangegaan.

Art. 8. Afhankelijk van het type instelling waartoe ze behoort, is ze verplicht de begrotingsstructuur te volgen die specifiek door de regering is vastgesteld. Ze moet de economische classificatie van ontvangsten en uitgaven omvatten.

Art. 9. § 1. Alle instellingen moeten hun initiële begroting en hun aangepaste begroting indienen volgens de richtlijnen, met inbegrip van het tijdschema, die door de regering zijn vastgelegd en door de minister van Begroting zijn verspreid. De Regering kan, bij gemotiveerde beraadslaging, de betaling van dotaties of subsidies aan de begunstigde instellingen verhinderen of opschorten wanneer deze in gebreke blijven met de indiening van hun begroting.

De dotaties aan de instellingen van type 1 en type 2 worden in ten minste twee schijven betaald. De laatste schijf bedraagt ten minste 20 % van de jaarlijkse dotatie. Zij wordt, naar gelang van de categorie van de instelling, ten vroegste op 1 oktober betaald na toestemming van de minister van Begroting, op advies van de inspectie van Financiën voor types 1 of van de regeringscommissaris voor types 2 waarbij de toekenning van het geheel of het gedeelte van de laatste schijf moet worden bewezen, gelet op de stand van het verbruik van de jaarlijkse dotatie en de inachtneming van het doel inzake het ESR-saldo voor het jaar dat voor de instelling is vastgesteld. In voorkomend geval kan voor het niet-gestorte deel van de dotatie in het volgende begrotingsjaar een aanvraag om een aanvullende dotatie worden ingediend.

Als de begrotingsafsluiting van een instelling van type 1 of 2 een positief ESR-saldo vertoont van meer dan 5% van de dotatie die voor hetzelfde begrotingsjaar in de begroting is opgenomen, wordt het bedrag dat de 5% overschrijdt aan de Franse Gemeenschap terugbetaald, tenzij de Regering een afwijking toestaat.

§ 2 Om hun conformiteit met het economische, sociale, financiële en begrotingsbeleid van de Franse Gemeenschap te verzekeren, worden de begrotingen van de instellingen van type 1, 2 en 3 gelijktijdig met de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap aangepast, tenzij hun dotatie of hun door de Franse Gemeenschap toegekende subsidie niet wordt gewijzigd, of tenzij hun ESR-saldo van de initiële begroting niet wordt gewijzigd, en met de instemming van de minister van Begroting en de Toezichthoudende minister.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de goedkeuring van de begroting*

Art. 10. § 1. Het ontwerp van begroting van de instellingen van type 1 wordt opgesteld door de functionele minister en door hem aan de minister van Begroting toegezonden.

Het wordt gevoegd bij het ontwerp van uitgavenbegroting als bedoeld in artikel 4 van het decreet van 20 december 2011. De goedkeuring ervan wordt verkregen door de stemming van de uitgavenbegroting.

Dezelfde procedure wordt gevolgd voor aanpassingen van de begroting in de loop van het jaar. Wanneer het ESR-saldo van de initiële begroting niet gewijzigd wordt, kan de aanpassing echter afhankelijk worden gesteld van een gewone goedkeuring door de regering.

§ 2. Het ontwerp van begroting van de instellingen van type 2 wordt opgesteld door de beheersorganen en goedgekeurd door de Toezichthoudende minister en de minister van Begroting.

De begroting van de instellingen van type 2 die goedgekeurd wordt volgens de nadere regels bedoeld in het vorige lid of vooraf opgesteld door de beheersorganen, wordt gevoegd bij de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 20 december 2011 om de dotaties te rechtvaardigen.

Dezelfde procedure wordt gevolgd voor aanpassingen van de begroting in de loop van het jaar. Wanneer het ESR-saldo van de initiële begroting niet gewijzigd wordt, kan de aanpassing echter worden onderworpen aan de gewone goedkeuring van de Toezichthoudende minister en de minister van Begroting.

§ 3 De begroting van de instellingen van type 3 wordt goedgekeurd door de beheersorganen onder toezicht van de regeringscommissaris, wanneer de wettelijke bepalingen daarin voorziet.

Wanneer de instelling van type 3 een dotatie ontvangt, wordt haar goedgekeurde of geraamde begroting gevoegd bij de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 20 december 2011 ter verantwoording van de dotatie die te haren gunste is opgenomen.

Dezelfde procedure wordt gevolgd voor aanpassingen van de begrotingen in de loop van het jaar.

Art. 11. De begrotingen van de instellingen van type 2 en 3 van een begrotingsjaar moeten uiterlijk op 31 december van het voorafgaande jaar worden goedgekeurd. Zij moeten uiterlijk op dezelfde datum op hun website, zo die bestaat, worden gepubliceerd. Bij gebrek aan een website van een niet-gesubsidieerde instelling van type 3, bepaalt de regering de wijze van bekendmaking van de begroting.

De aanpassingen moeten uiterlijk op 31 december van het lopende begrotingsjaar worden goedgekeurd en bekendgemaakt.

Art. 12. De begrotingen van de instellingen van de types 1, 2 en 3 kunnen, wanneer zij van een dotatie zijn voorzien, bij gebreke aan goedkeuring van de initiële begroting door de bevoegde overheden op de eerste dag van het begrotingsjaar, ten hoogste voor een twaalfde maandelijks worden gebruikt en alleen voor uitgaven die in vorige begrotingen werden toegestaan.

TITEL III. — *Bepalingen betreffende de uitvoering van de begroting en de begrotingsboekhouding*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De begrotingsboekhouding moet een permanente controle op de naleving van de begrotingsmachtigingen en de uitvoering van de begroting mogelijk maken. Ze wordt gekoppeld aan de algemene boekhouding.

Art. 14. Worden aangerekend op de begroting van een bepaald begrotingsjaar:

- 1° als ontvangsten, de rechten vastgesteld ten gunste van de instelling tijdens dat begrotingsjaar, inclusief die welke betrekking hebben op toegewezen ontvangsten, alsmede de geïnde ontvangsten in contanten;
- 2° als uitgaven, de bedragen vereffend tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van rechten die ten aanzien van derden zijn vastgesteld.

Het begrotingssaldo wordt verkregen door het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en de vereffende uitgaven.

De vereffeningskredieten die aan het einde van het begrotingsjaar niet worden gebruikt, worden geannuleerd.

Art. 15. De rechten vastgesteld op 31 december van het begrotingsjaar die niet vóór 1 februari van het volgende jaar aangerekend worden op de begroting van dat begrotingsjaar, vallen automatisch onder dat nieuwe begrotingsjaar.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 16. § 1. De instellingen van type 1 en 2 moeten in hun begrotingsboekhouding enerzijds ten laste van de vastleggingskredieten de bedragen opnemen die zijn vastgelegd en anderzijds ten laste van de vereffeningskredieten de bedragen opnemen die in de loop van het begrotingsjaar vereffend zijn. Alleen die uitgaven die voorafgaand vastgelegd worden, kunnen worden vereffend.

De overeenkomsten en de opdrachten voor werken, leveringen en diensten, zoals omschreven in de geldende wetgeving, alsook alle andere akte die onvoorwaardelijke verplichtingen ten opzichte van derden doen ontstaan, mogen pas aan derden worden meegedeeld nadat het bedrag ervan op de voorziene vastleggingskredieten wordt aangerekend. Voorwaardelijke verplichtingen worden opgenomen in klasse 0 van de algemene boekhouding totdat aan de voorwaarden is voldaan. De overige uitgaven worden aangerekend op de vastleggingskredieten op basis van een intern bewijsstuk waaruit het bestaan en de precieze omvang van de verplichting blijkt.

Toegestane vastleggingskredieten die niet aan het einde van het begrotingsjaar worden gebruikt, worden geannuleerd.

§ 2 Elke vereffening van een niet voorafgaand vastgelegde uitgave, die in strijd is met paragraaf 1, maar die voldoet aan de voorwaarden voor de vaststelling van de rechten ten gunste van derden, moet worden voorafgegaan door een regulerende vastlegging ten laste van de vastleggingskredieten van het lopende jaar. De Regering stelt de voorwaarden daarvan vast.

De regering stelt de voorwaarden vast waaronder een begrotingsvastlegging en de vereffening ervan gelijktijdig kunnen worden uitgevoerd.

Art. 17. § 1. Op voorwaarde dat het totaal bedrag van de toegestane kredieten in acht wordt genomen, kunnen de in de begrotingen van de instellingen van types 1 en 2 opgenomen vastleggingskredieten en limitatieve vereffeningskredieten in de loop van het begrotingsjaar worden herverdeeld met voorafgaande schriftelijke toestemming van de functionele minister voor de instellingen van type 1 of de beheersorganen en de toezichhoudende minister voor de instellingen van type 2 en van de minister van Begroting.

Een mechanisme voor de delegatie van bevoegdheden kan voor de toepassing van het eerste lid worden toegekend door de functionele minister voor de instellingen van type 1 of door de toezichhoudende minister voor de instellingen van type 2 en de minister van Begroting.

Kredieten die opgenomen zijn in uitgavenartikelen die tot de groepen 8 en 9 van de economische classificatie behoren en niet-limitatieve vereffeningskredieten zijn echter van elke herverdeling uitgesloten, behalve ter dekking van uitgaven van subgroep 11 van de economische classificatie.

§ 2. Het bestuursorgaan van de instellingen van type 3 die een dotatie ontvangen, mag de kredieten herverdelen mits het totaal bedrag van de goedgekeurde kredieten in acht wordt genomen.

TITEL IV. — *Bepalingen betreffende het financieel beheer voor de types 1 en 2*

Art. 18. De instellingen van type 1 en 2 deponeren al hun financiële activa op rekeningen die op hun naam zijn geopend bij de kredietinstelling die de ambten van kassier van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap uitoefent, zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 december 2011.

Zij vertrouwen alle financiële rekeningen, met inbegrip van hun rekeningbeleggingen toe aan de kassier bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de technische rekeningen voor overdrachten. Deze technische rekeningen worden gedefinieerd als rekeningen die bij een andere bankinstelling dan de kassier worden geopend met het oog op het tijdelijk deponeren van geldstromen die voortvloeien uit door hen verrichte specifieke financiële transacties. Zij beschikken over hun financiële rekeningen in overeenstemming met hun autonomie.

Zij belasten de kassier met de materiële uitvoering van hun ontvangsten- en uitgavenverrichtingen.

De kassier stelt de globale staat vast, d.w.z. de nettokaspositie bepaald op basis van alle saldi van alle rekeningen van de Franse Gemeenschap en van alle instellingen bedoeld in dit artikel en in artikel 31, met uitzondering van de financiële rekeningen die bestemd zijn voor het beheer van legaten of voor het beheer van de door Europese of nationale instellingen toegekende middelen en waarvoor de regels van deze laatste een scheiding binnen de thesaurie van de instelling vereisen of door een door de Minister van Begroting toegestane afwijking.

De financiële rekeningen die in de globale staat van de Franse Gemeenschap zijn opgenomen, dragen geen credit- en/of debetrente ten voordele of ten laste van de instellingen die er houder van zijn.

Voor verrichtingen met een looptijd van meer dan een maand is de voorafgaande goedkeuring van het Agentschap van de Schuld vereist. In geval van een negatief advies van het Agentschap van de Schuld, kan de verrichting worden voorgelegd aan de minister van Begroting.

Art. 19. De door de instellingen verrichte betalingen worden steeds door twee personen gedaan.

TITEL V. — *Bepalingen betreffende de algemene boekhouding*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 20. § 1. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van algemene bepalingen voert de instelling in een geïnformatiseerd boeken- en rekeningstelsel een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden als volgt :

1° het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de wet van algemene bepalingen, wanneer het van type 1 of type 2 is, tenzij zijn organieke bepalingen hem verplichten het onder 2° bedoelde plan te volgen ;

2° het boekhoudplan vastgesteld door de Regering of opgesteld krachtens zijn organieke bepalingen;

3° het minimum genormaliseerd boekhoudplan dat het mogelijk maakt de jaarrekeningen op te stellen volgens de voorgeschreven schema's

a) in de bijlage bij het besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot en met III.95 van het wetboek van Economisch recht, indien hij een statutaire opdracht van commerciële, financiële of industriële aard uitoefent in de zin van de artikelen I.4/1 van boek I en III.82, § 1.4° van boek III van genoemd wetboek;

b) in de bijlagen bij het besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen naar gelang van zijn situatie indien de instelling opgericht is als privaatrechtelijke rechtspersoon en onderworpen is aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

§ 2 In de gevallen waarin de instelling het boekhoudplan niet volgt dat vastgesteld is overeenkomstig artikel 5 van de wet algemene bepalingen, vult zij haar boekhoudplan aan met een concordantietabel met het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig de wet van algemene bepalingen.

Het verband tussen de rekeningen van het minimum genormaliseerd boekhoudplan en het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de wet van algemene bepalingen wordt op ondubbelzinnige en permanente wijze vastgelegd in een concordantietabel volgens de boekhoudkundige regels van laatstgenoemd decreet.

Dit verband betreft alle rekeningen die in de boekhouding van de instelling aangemaakt worden of zullen worden. Het verband is beperkt tot de eerste vier posities van de boekhoudkundige rubriek van het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de wet van algemene bepalingen.

Wanneer een instelling haar boekhouding heeft gevoerd overeenkomstig het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de wet algemene bepalingen, kan zij er niet meer voor kiezen haar boekhouding volgens een ander boekhoudplan te voeren.

§ 3 De algemene boekhouding omvat alle bezittingen, rechten, schulden, verplichtingen en vastleggingen van de instelling in al haar vormen.

Het boekjaar loopt van 1 januari tot en met 31 december. Het valt samen met het begrotingsjaar.

Art. 21. Elke boekhoudkundige verrichting wordt onverwijld, getrouw en volledig en in volgorde van datum, hetzij in het centrale dagboek, hetzij in gespecialiseerde bijkomende dagboeken opgenomen. In het laatste geval worden de aangerekende totale bewegingen ten minste maandelijks recapitulerend in het centrale dagboek opgenomen.

Elke boeking wordt gestaafd met een gedateerd bewijsstuk dat een verwijzing naar dat bewijsstuk bevat.

Alle bewijsstukken waarnaar wordt verwezen, alsmede de boekhoudplannen en de programma's of systemen voor het lezen daarvan, moeten methodisch worden bewaard, waarbij hun onveranderlijkheid en toegankelijkheid gewaarborgd moeten zijn. De regering stelt de termijnen en procedures vast voor het bijhouden van de boeken, bewijsstukken en boekhoudkundige stukken, onverminderd de specifieke termijnen die zijn vastgesteld in boek III van het Economisch Wetboek of het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Het geïnformatiseerde boeken- en rekeningstelsel moet de regelmatigheid en de onomkeerbaarheid van de boekingen waarborgen.

Art. 22. Elke instelling stelt, met inachtneming van de bepalingen van het boekhoudrecht waaraan ze onderworpen is, de regels vast voor de evaluatie, de afschrijving, de vorming van voorzieningen voor risico's en kosten, alsmede de regels voor waardevermindering en herwaardering. Deze regels moeten worden bekendgemaakt en goedgekeurd door de functionele minister voor de instellingen van het type 1 of door de beheersorganen voor de instellingen van type 2, met instemming van de toezichthoudende minister en de minister van Begroting. Zij moeten van boekjaar tot boekjaar op dezelfde wijze worden toegepast, tenzij zij ten gevolge van economische of technologische omstandigheden ingrijpend worden gewijzigd.

Art. 23. Er moet rekening worden gehouden met de lasten en opbrengsten betreffende het begrotingsjaar of vorige begrotingsjaren, ongeacht de datum van betaling of inning.

Art. 24. Het orgaan verricht ten minste eenmaal per jaar en aan het eind van het begrotingsjaar de inventarisatie, de verificatie, het onderzoek en de evaluatie die nodig zijn om op 31 december een volledige inventaris op te maken van zijn activa, rechten, schulden, verplichtingen en vastleggingen, met inbegrip van de niet in de balanstelling opgenomen rechten en vastleggingen. De rekeningen moeten in overeenstemming worden gebracht met de gegevens in de inventaris.

Art. 25. De algemene boekhouding moet het mogelijk maken de balans en de winst- en verliesrekening per 31 december op te stellen. Tenzij in de organieke wetten anders is bepaald, wordt het resultaat verkregen door het verschil tussen de lasten en de opbrengsten van het boekjaar overgeboekt.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen voor instellingen van type 1 en type 2*

Art. 26. Wanneer de in de algemene boekhouding te boeken verrichting het resultaat is van een relatie met een derde, moeten de rechten ten gunste of ten laste van deze derde vooraf zijn vastgesteld en tegelijkertijd in de begrotingsboekhouding zijn opgenomen. Verrichtingen die niet voortvloeien uit betrekkingen met derden vormen interne bewegingen die alleen in de algemene boekhouding mogen worden opgenomen.

Onder derden in de zin van dit artikel worden ook verstaan diensten, centra of instellingen die over een afzonderlijke begroting beschikken.

Art. 27. Rente, huur en andere civielrechtelijke vruchten, alsmede vergoedingen voor in de tijd gespreide diensten worden pro rata temporis in de algemene boekhouding en op de begrotingsboekhouding geregistreerd wanneer zij verschuldigd zijn.

Art. 28. Voorzieningen kunnen worden gevormd om het risico van verliezen en lasten met betrekking tot niet in de balanstelling opgenomen vastleggingen te dekken, mits zij qua aard duidelijk omschreven zijn, zij in de loop van het begrotingsjaar of van een vorig begrotingsjaar zijn ontstaan, en zij op de balansdatum waarschijnlijk of zeker, maar qua bedrag onbepaald zijn.

Art. 29. Meer- of minderwaarden bij de realisatie van activa en waardeverminderingen op vorderingen worden, naar gelang van het geval, in de winst- en verliesrekening opgenomen onder de post meerwaarden of minderwaarden.

Art. 30. Zijn het voorwerp van een inschrijving in klasse 0:

1° de nog aan te zuiveren vastleggingen, verkregen door het verschil tussen de in de loop van het begrotingsjaar vastgelegde uitgaven en gedane betalingen, vermeerderd met het uit het vorige begrotingsjaar overgedragen saldo;

2° lopende of nog niet lopende pensioenbedragen;

3° subsidies die worden ontvangen onder opschortende voorwaarde, met inbegrip van Europese subsidies waarvan de instelling de eindbegunstigde is, totdat aan de voorwaarde is voldaan;

4° toegekende subsidies die onder opschortende voorwaarde moeten worden terugbetaald totdat aan de voorwaarde is voldaan.

TITEL VI. — Bepalingen betreffende de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 31. De in deze titel bedoelde onderwijsdiensten met autonome boekhouding (SECA's) zijn de afzonderlijk beheerde rijksdiensten als bedoeld in artikel 83 van de Herstellwet van 31 juli 1984, met uitzondering van de centra voor recreatie en de openluchtcentra, artikel 34bis van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen en artikel 13 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de Ecoles supérieures des Arts (ESA) en de administratieve diensten met autonome boekhouding bedoeld in artikel 9 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen.

Art. 32. SECA's genieten budgettaire, financiële en boekhoudkundige autonomie.

De minimumvoorschriften van artikel 68 van het decreet van 20 december 2011 zijn van toepassing op SECA's.

De toepassingsmodaliteiten van de minimumregels worden door de WBE vastgesteld met instemming van de regeringscommissaris.

Art. 33. WBE is belast met het budgettair en boekhoudkundig beheer van SECA's, waarvan het ESR-saldo gescheiden is van dat van WBE. De regering kan voor SECA's een streefcijfer voor het ESR-saldo vaststellen.

De jaarlijkse begroting voor de inkomsten en uitgaven van een SECA wordt goedgekeurd door WBE en wordt opgenomen in een bijlage bij de WBE-begroting. Voor het overige kunnen, met uitzondering van de begrotingen van de door WBE georganiseerde hogescholen en hogescholen voor de kunsten (ESA), de jaarlijkse begrotingen van de ontvangsten en uitgaven van SECA's worden geaggregeerd volgens een door de WBE vastgestelde structuur die als bijlage bij de WBE-begroting moet worden gevoegd.

Indien de in het eerste lid bedoelde begroting op 1 januari van het begrotingsjaar niet is goedgekeurd, mogen SECA's de in hun jaarlijkse ontwerp-begroting opgenomen kredieten gebruiken, tenzij deze bestemd zijn voor uitgaven van een nieuwe aard waarvoor niet eerder toestemming is verleend.

De jaarlijkse begroting van SECA's kan tegelijk met de WBE-begroting worden aangepast.

Volgens het door WBE vastgestelde tijdschema kunnen SECA's hun begroting aanpassen zonder dat de begroting van WBE eveneens moet worden aangepast indien, met uitzondering van de hogescholen en hogere kunstschole, het ESR-saldo van alle SECA's niet wordt gewijzigd.

Art. 34. De jaarrekening van een SECA wordt opgesteld op de door de WBE vastgestelde datum volgens het tijdschema van artikel 40 en wordt toegezonden aan de door WBE aangewezen diensten.

De jaarrekeningen van SECA zijn bij de algemene rekening van WBE gevoegd. Voor het overige kunnen de jaarrekeningen van SECA, met uitzondering van de rekeningen van de door de WBE georganiseerde hogescholen en hogere kunstschole, volgens dezelfde structuur als bedoeld in artikel 33 worden samengevoegd en bij de algemene rekening van WBE gevoegd.

HOOFDSTUK II. — SECA controle

Art. 35. Voor SECA's zet WBE een intern controlesysteem op waarvan de doelstellingen inzonderheid die zijn waarnaar in artikel 49 wordt verwezen en waarvan de evaluatie kan worden gecontroleerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 50.

Art. 36. De bepalingen inzake de externe controle door het Rekenhof als bedoeld in artikel 55 zijn van toepassing op SECA's.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende het financieel beheer van SECA's

Art. 37. Artikel 18 is van toepassing op SECA's.

TITEL VII. — Bepalingen voor de verslaggeving

HOOFDSTUK I. — Bepalingen met betrekking tot verplichte tussentijdse rekeningen

Art. 38. Onverminderd de bepalingen terzake in hun organiek decreet of in het boekhoudrecht waaraan zij onderworpen zijn, stellen de instellingen bij de begrotingswerkzaamheden tot vaststelling van de initiële en de aangepaste begroting, wanneer zij een dotatie ontvangen en volgens het door de Regering vastgestelde tijdschema, voorlopige rekeningen voor de uitvoering van de begroting op.

Art. 39. Elke instelling van subsector 13.12 van de Franse Gemeenschap bezorgt de door de Regering aangewezen dienst systematisch, vóór de vijftiende van elke maand, een maandelijks verslag met begrotingsgegevens over de ontvangsten en uitgaven:

1° opgesteld op basis van de vastgestelde rechten aan de hand van de begrotingsboekhouding of, indien deze gegevens niet beschikbaar zijn, aan de hand van de algemene boekhouding;

2° vastgesteld op het einde van elke voorafgaande maand.

3° volgens het door het INR opgelegde model.

De begrotingsgegevens worden door de in lid 1 bedoelde dienst geconsolideerd met het oog op de vaststelling van de economische groepering van subsector 13.12 die binnen de Franse Gemeenschap valt.

De andere verslagen die door het INR of andere instanties op grond van Europese of nationale verplichtingen worden gevraagd, worden aan de in het eerste lid bedoelde dienst meegedeeld volgens het door deze laatste vastgestelde tijdschema.

Deze gegevens zijn onderworpen aan interne controlemaatregelen. Zij worden aan de bevoegde federale overheid meegedeeld binnen de door deze laatste vastgestelde termijn. De door de regering aangewezen dienst kan een minimum aan technische bijstand verlenen aan een instantie die daarom verzoekt.

Het Rekenhof controleert de boekhoudsystemen aan de hand waarvan de gegevens kunnen worden vastgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de jaarlijkse algemene rekening*

Art. 40. De instellingen stellen jaarlijks hun algemene boekhouding over het afgelopen begrotingsjaar op, en wel uiterlijk op 31 mei als het gaat om instellingen van type 1 en 2, of uiterlijk op de datum die is vastgesteld in de toepasselijke boekhoudwetgeving of de organieke voorschriften waaraan zij zijn onderworpen als het gaat om instellingen van type 3.

De algemene rekening omvat :

a) de balans ;

b) de winst- en verliesrekening op basis van lasten en opbrengsten ;

c) de resultatenrekening van de begrotingsuitvoering, die volgens hetzelfde verplichte schema als de goedgekeurde begroting is opgesteld en de ramingen van de ontvangsten en de goedgekeurde uitgaven bevat, alsmede de vastgestelde rechten die op de ontvangsten, respectievelijk de vastgestelde rechten op de uitgaven zijn aangerekend ;

d) de bijlage die, wat betreft :

a) instellingen van type 1 en type 2, inzonderheid bevatten:

- een samenvatting van de waarderingsregels ;

- een toelichtend overzicht van de ontwikkeling van de immateriële, materiële en financiële vaste activa ;

- een overzicht van vorderingen en schulden ;

- een staat van kasmiddelen en beleggingen ;

- een gedetailleerd overzicht van de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen ;

- in voorkomend geval, een rechtvaardiging van de vorming van een voorziening voor risico's en kosten ;

- een verslag dat het mogelijk maakt het begrotingssaldo en het resultaat van het verschil tussen de in de algemene boekhouding opgenomen lasten en opbrengsten met elkaar in overeenstemming te brengen ;

De in de bovengenoemde verslagen opgenomen bedragen zijn die per 31 december van het vorige boekhoud- en begrotingsjaar.

Naast de instellingen die daartoe wettelijk verplicht zijn, zet elke instelling haar balans om, rekening houdend met haar situatie, volgens de schema's voorzien in de bijlage van het besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot III.95 van het Wetboek van economisch recht of in de bijlagen van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en voegt ze bij haar algemene rekening.

Voor de instellingen van type 1 en 2 worden de in de beschikbare reserves opgenomen bedragen na goedkeuring van de algemene rekening aan de Franse Gemeenschap terugbetaald. In voorkomend geval wordt met deze terugbetaling rekening gehouden bij de analyse van de naleving van de doelstelling inzake het ESR-saldo van de instelling.

Art. 41. De overheden die de begrotingen van de instellingen goedkeuren, vervullen dezelfde opdracht ten aanzien van de algemene rekening.

Art. 42. Zodra zij is goedgekeurd, wordt de algemene jaarrekening van de instellingen bekendgemaakt op hun website, indien deze bestaat, onverminderd andere wettelijke of organieke publicatieverplichtingen.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen met betrekking tot de algemene rekening voor instellingen van type 1*

Art. 43. De jaarlijkse algemene rekening van de instellingen van type 1 wordt, met tussenkomst van de minister van Begroting, uiterlijk op 30 juni aan het Rekenhof toegezonden. Zij zendt deze rekening, tezamen met haar opmerkingen en de certificatie die zij overeenkomstig artikel 56, § 1, afgeeft, uiterlijk eind oktober van het daaropvolgende jaar toe aan het Parlement en zendt een afschrift van haar opmerkingen en de certificatie gezamenlijk aan de functionele minister en de minister van Begroting.

Art. 44. De algemene jaarrekeningen van de instellingen van type 1 worden als bijlage gevoegd bij het ontwerpdecreet houdende goedkeuring van de algemene rekening van de Franse Gemeenschap als bedoeld in artikel 44, § 2, van het decreet van 20 december 2011. Zij worden goedgekeurd door stemming over de bepalingen die op hen betrekking hebben en bekendgemaakt in het door de Regering vastgestelde formaat als bijlage bij het besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Specifieke bepalingen voor de algemene rekening van instellingen van type 2*

Art. 45. De algemene rekening van de instellingen van type 2 wordt opgesteld door de beheersorganen en goedgekeurd door de bevoegde minister en de minister van Begroting.

De verantwoordelijke minister stelt de betrokken instelling in kennis van de goedkeuring van haar algemene rekening. De minister van Begroting zendt het uiterlijk op 30 juli van het jaar dat volgt op het beheersjaar ter controle aan het Rekenhof toe.

TITEL VIII. — *Bepalingen inzake controle*HOOFDSTUK I. — *Scheiding van ambten, intern toezicht en audit*

Art. 46. In haar administratieve organisatie past elke instelling het beginsel van de ambtsscheiding toe tussen de ambten van beslissing, uitvoering, registratie, betaling en toezicht.

Art. 47. Elk personeelslid neemt, overeenkomstig zijn opdrachten en verantwoordelijkheden, deel aan de goede werking van het intern toezicht.

Art. 48. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk beschreven en vastgelegd, zodat op alle niveaus een duidelijke, geformaliseerde en actuele documentatie voorhanden is.

Art. 49. De instelling zet systemen op voor de inventarisatie, permanente beoordeling en prioritering van risico's door intern toezicht in te stellen voor het beheer ervan. Inzonderheid worden de volgende doelstellingen nagestreefd:

- 1° de overeenstemming van de beslissingen met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen en overeenkomsten;
- 2° de voorkoming en opsporing van fraude en fouten;
- 3° de verwezenlijking van de toegewezen doelstellingen ;
- 4° de betrouwbaarheid en integriteit van operationele en financiële gegevens ;
- 5° goed financieel beheer ;
- 6° de bescherming van het erfgoed.

Art. 50. Met het oog op de evaluatie van het intern toezichtstelsel wordt binnen elke instelling een onafhankelijke interne audit georganiseerd, tenzij bij wet anders is bepaald.

Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn op de interne auditeenheden van de instellingen, voeren de interne auditors hun opdrachten uit overeenkomstig de beroepsnormen voor interne audit en met inachtneming van het beginsel van scheiding van de operationele en controleambten.

HOOFDSTUK II. — *Administratief en budgettair toezicht*

AFDELING I. — Type 1-instellingen

Art. 51. De regering houdt toezicht op de uitvoering van de begroting en het financieel beheer van de instellingen van type 1 door het administratieve, budgettaire en beheerstoezicht te organiseren volgens de nadere regels die zij vaststelt met de hulp van de haar ter beschikking gestelde inspecteurs van Financiën.

AFDELING II. — Andere instellingen

Art. 52. § 1. Binnen elke instelling van type 2 en type 3 die een subsidie ontvangt, voert ten minste één regeringscommissaris de opdrachten uit van informatieverstrekking en toezicht van de wettigheid en het algemeen belang, overeenkomstig de toepasselijke wetgeving.

§ 2. Bij gebreke van bepalingen die hun ambt nader omschrijven, regelt de regering de uitoefening van de opdracht van de commissarissen.

Art. 53. Wanneer het algemeen belang of de naleving van de wet- of regelgeving zulks vereist, kan de toezichhoudende minister of, in voorkomend geval, de regeringscommissaris, het beheersorgaan van type 2-instellingen verzoeken om binnen de door hem vastgestelde termijn te beraadslagen over een door hem vastgestelde aangelegenheid.

Indien het beheersorgaan na het verstrijken van de termijn geen beslissing heeft genomen of indien de betrokken minister het niet eens is met de door het beheersorgaan genomen beslissing, kan de regering in plaats van het beheersorgaan de beslissing nemen. Een kopie van het bevel wordt onmiddellijk aan het Parlement toegezonden.

AFDELING III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle instellingen

Art. 54. De minister van Begroting en de minister die de overheidsdienst onder zijn hoede heeft, kunnen, elk in zijn eigen belang, voor bijzondere aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de inspecteur van Financiën of van de regeringscommissaris afziet van hun voorafgaand akkoord.

HOOFDSTUK III. — *Het externe toezicht van het Rekenhof*

Art. 55. § 1. Overeenkomstig artikel 10, § 2, van de wet houdende algemene bepalingen, met betrekking tot de instellingen van type 1 en 2, het Rekenhof :

- 1° is belast met het toezicht op de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding;
- 2° zorgt ervoor dat geen enkel in de begroting opgenomen krediet voor uitgaven wordt overschreden en dat geen overschrijvingen plaatsvinden;
- 3° onderzoekt de wettigheid en regelmatigheid van de uitgaven en ontvangsten. Wat dit laatste betreft, oefent het Rekenhof een algemeen toezicht uit op de verrichtingen in verband met de vaststelling en de invordering;
- 4° oefent toezicht op de juiste besteding van de overheidsmiddelen; het ziet op de naleving toe van de beginselen van zuinigheid, doeltreffendheid en doelmatigheid.

§ 2 Ter vervulling van de in lid 1 bedoelde opdracht is het Rekenhof bevoegd alle documenten en inlichtingen, van welke aard ook, betreffende het beheer van de in dit artikel bedoelde instellingen te verzamelen. Het kan een inspectie ter plaatse organiseren.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene rekeningcertificering*

AFDELING I. — Type 1-instellingen

Art. 56. § 1. In het kader van het toezicht op de algemene rekeningen en de begrotingsrekeningen van de instellingen van type 1, certificeert het Rekenhof de algemene rekeningen door een advies uit te brengen over:

- 1° de naleving van de bepalingen van dit decreet met betrekking tot het voeren van de boekhouding en het opstellen van de algemene rekening;
- 2° de regelmatigheid, de oprechtheid en de getrouwheid van de algemene rekening.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 43 gaat deze certificatie vergezeld van de opmerkingen van het Rekenhof wanneer de algemene rekening aan het Parlement wordt voorgelegd.

AFDELING II. — Andere instellingen

Art. 57. § 1. Onverminderd het doorzichtigheidsdecreet moeten de algemene rekeningen van de instellingen van type 2 en 3 die een subsidie ontvangen, worden gecertificeerd door ten minste één accountant die is ingeschreven in het openbaar register van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. Zijn verslag wordt tezamen met de gewaarmerkte algemene rekening van de onstelling toegezonden.

§ 2 Indien de jaarrekening van de in paragraaf 1 bedoelde instelling in het kader van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen door een commissaris of een bedrijfsrevisor moet worden gecertificeerd of indien bij of krachtens een organiek decreet of een oprichtingsdecreet een commissaris is benoemd, vervult de benoemde commissaris ook de in paragraaf 1 bedoelde certificeringsopdracht.

§ 3 De jaarrekening en het verslag van de commissaris van de instellingen van type 3 worden, wanneer zulks is voorgeschreven, binnen dertig dagen na goedkeuring door de Algemene Vergadering toegezonden aan het Rekenhof en aan de Regering.

§ 4 Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de opdrachten van de commissarissen, kan de Regering voor de instellingen van type 2 en voor de instellingen van type 3 die een dotatie ontvangen, specifieke opdrachten voor de commissarissen vaststellen.

HOOFDSTUK V. — *De geïntegreerde auditaanpak*

Art. 58. De regering bepaalt, met inachtneming van de prerogatieven, specificiteiten en autonomie van de bedoelde controle-instellingen, de nadere regels voor de samenwerking tussen de intern toezichts- en auditdiensten, de instellingen belast met het administratieve en budgettaire toezicht en de auditors. Zij bepaalt de wijze waarop de resultaten van deze verschillende toezichten, onderling en met het Rekenhof, worden uitgewisseld.

TITEL IX. — *Bepalingen inzake verjaring*

Art. 59. De instellingen van type 1 en type 2 en de in artikel 31 bedoelde SECA's zijn onderworpen aan het stelsel van verjaring van de artikelen 15 en 16 van de wet houdende algemene bepalingen.

TITEL X. — *Voorzieningen voor de inning van schuldvoorderingen*

Art. 60. De instellingen van type 1 en 2 en de SECA's bedoeld in artikel 31 kunnen de inning van hun schuldvoorderingen toevertrouwen aan de Algemene Administratie Inning en Invordering van de FOD Financiën, alsook aan elke andere dienst die bij decreet gemachtigd is om deze opdracht uit te voeren.

TITEL XI. — *Bepalingen inzake het toezicht op subsidies*

Art. 61. De artikelen 11 tot en met 14 van de wet houdende algemene bepalingen zijn van toepassing op de subsidies die worden toegekend door de instellingen van type 1 en type 2 en door de in artikel 31 bedoelde SECA's.

TITEL XII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 62. De bepalingen houdende de verplichtingen inzake hun rekening voor de uitvoering van de begroting, indien deze bestaat, hun jaarlijkse algemene rekening of hun jaarrekening blijven van toepassing op de instellingen, met inbegrip van de rekeningen die voortvloeien uit de begrotingen die zijn gestemd of goedgekeurd vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die zijn vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 70, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in artikel 45, die in werking treden op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 63. De wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige overheidsinstellingen wordt opgeheven voor de in dit decreet bedoelde instellingen.

Art. 64. Hoofdstuk II begrotingsbeheer van het decreet van 9 november 1990 betreffende de organisatie van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de deelname van de leden van de onderwijsgemeenschap wordt opgeheven wat betreft de diensten bedoeld in artikel 31.

Art. 65. Artikel 84 van de Herstelwet van 31 juli 1984 wordt opgeheven op de door de regering vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2025.

Art. 66. Het decreet van 3 mei 2018 betreffende de toezending aan het Parlement van de begrotingen van de overheidsinstellingen die van de Franse Gemeenschap afhangen, wordt opgeheven wat betreft de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

Art. 67. De binnen bepaalde instellingen georganiseerde adviesprocedures betreffende elk voorontwerp van decreet, van besluit, van verordening of van werkingsregel die hen kunnen aanbelangen, zijn in het kader van dit decreet niet van toepassing.

Art. 68. § 1 De wettelijke en reglementaire bepalingen van organieke en wettelijke strekking die van toepassing zijn op de in dit decreet bedoelde instellingen, verliezen hun werking voor zover zij strijdig zijn met of niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit decreet.

Met dit decreet strijdige bepalingen in beheersovereenkomsten of andere overeenkomsten zijn nietig, onverminderd de overige bepalingen van deze documenten.

§ 2 De Regering is bevoegd om bij besluit bestaande decreten op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen, teneinde de organieke wetgeving van de in artikel 3, § 1, omschreven instellingen in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit decreet.

Deze besluiten moeten uiterlijk op 1 januari 2022 worden aangenomen. Zij verliezen hun werking indien zij niet binnen achttien maanden na hun inwerkingtreding bij decreet zijn bekrachtigd.

§ 3 De Regering zendt jaarlijks aan het Parlement een verslag dat alle uitvoeringsmaatregelen bevat waartoe in het kader van dit decreet is besloten.

Art. 69. § 1 In afwijking van artikel 70 treden de artikelen 3, 9, § 1, 10, § 1 en § 2, 18, 37, 39, 40, laatste lid, 45 en 64 in werking op de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Voor de SECA's bedoeld in artikel 31, met uitzondering van de hogescholen en de hogere kunstschole, treedt artikel 39 in werking op een datum en volgens procedures bepaald door de Regering en uiterlijk op 1 januari 2025.

§ 3 Het dagelijks bestuur van WBE bepaalt voor elke SECA uiterlijk op 1 januari 2025 de wijze en de datum van inwerkingtreding van artikel 32, derde lid.

Art. 70. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid,
Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 181-1. – Commissieamendement(en), nr. 181-2. – Commissieverslag, nr. 181-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 181-4. – Vergaderingsamendement(en), nr. 181-5. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 181-6.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 3 februari 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/30646]

11 MARS 2021. — Décret modifiant le décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du chapitre III du Titre VI du décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics de la Communauté française, le mot « relatives » est remplacé par « relative ».

Art. 2. L'article 40 du même décret est modifié comme suit :

« Art. 40 - Chaque année, les organismes dressent leur compte général relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée, pour le 31 mai s'ils sont de type 1 et 2 ou dans le délai fixé par le droit comptable applicable ou les règles organiques auxquels ils sont soumis, s'ils sont de type 3.

Le compte général comprend :

1° le bilan ;

2° le compte de résultats établi sur la base des charges et produits ;

3° le compte d'exécution du budget établi dans le même format obligatoire que le budget approuvé et faisant apparaître les estimations de recettes et les dépenses autorisées, et en regard de celles-ci, respectivement, les droits constatés imputés en recettes et les droits constatés imputés en dépenses ;

4° l'annexe qui doit, en ce qui concerne :

a) les organismes de type 1 et 2, comporter notamment :

- un résumé des règles d'évaluation ;

- un relevé explicatif des variations des immobilisations incorporelles, corporelles et financières ;

- un état des créances et des dettes ;

- un état de la trésorerie et des placements ;

- un relevé détaillé des droits et engagements hors bilan ;

- le cas échéant, une justification de la constitution d'une provision pour risques et charges ;

- un rapport permettant de réconcilier le solde budgétaire et le résultat issu de la différence entre les charges et les produits enregistrés dans la comptabilité générale ;

b) les organismes de type 3, être établie conformément au droit comptable ou aux règles organiques auxquels ils sont soumis.

Les montants repris dans les rapports précités sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

Outre ceux qui y sont légalement tenus, chaque organisme transpose son bilan, eu égard à sa situation, selon les schémas prévus à l'annexe de l'arrêté du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du code de droit économique ou aux annexes de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations et le joint à son compte général.

Pour les organismes de type 1 et 2, les montants inscrits en réserves disponibles sont remboursés à la Communauté française après approbation du compte général. Le cas échéant, il est tenu compte de ce remboursement dans l'analyse du respect de l'objectif de solde SEC de l'organisme. »